



# DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 6\$40

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e a assinaturas do «Diário do Governo» e do «Diário das Sessões», deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional, Rua de D. Francisco Manuel de Melo, 5, Lisboa-1.

ASSINATURAS	
As três séries . . . . .	Ano 850\$
A 1.ª série . . . . .	340\$
A 2.ª série . . . . .	340\$
A 3.ª série . . . . .	320\$
Apêndices (art. 2.º, n.º 2.º do Dec. n.º 365/70) — anual, 300\$	
«Diário das Sessões» e «Actas da Câmara Corporativa» — por cada período legislativo, 300\$	
Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio	
Semestre . . . . .	450\$
" " . . . . .	180\$
" " . . . . .	180\$
" " . . . . .	170\$

O preço dos anúncios é de 12\$ a linha, acréscido do respectivo imposto do selo, dependendo a sua publicação do pagamento antecipado a efectuar na Imprensa Nacional, quando se trate de entidade particular.

## AVISO IMPORTANTE AOS SERVIÇOS OFICIAIS

A fim de evitar duplicações na elaboração de assinaturas do «Diário do Governo», será conveniente que os serviços oficiais mencionem sempre nas respectivas requisições se a mesma assinatura já foi solicitada por ofício, e ainda, na altura da remessa da importância destinada ao seu pagamento, se torna indispensável que informem se a assinatura está requisitada, indicando o número e data do ofício da requisição.

## SUMÁRIO

### Ministério dos Negócios Estrangeiros:

#### Decreto-Lei n.º 210/71:

Aprova, para ratificação, a Convenção Relativa à Citação e à Notificação no Estrangeiro de Actos Judiciais e Extrajudiciais em Matérias Civil e Comercial, concluída na Haia em 15 de Novembro de 1965.

### Ministério do Ultramar:

#### Decreto n.º 211/71:

Cria a Junta Autónoma dos Portos de Timor — Revoga o Decreto n.º 46 177 e mais legislação em contrário.

## MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

### Secretaria-Geral

#### Decreto-Lei n.º 210/71

de 18 de Maio

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada para ratificação a Convenção Relativa à Citação e à Notificação no Estrangeiro de Actos Judiciais e Extrajudiciais em Matérias Civil e Comercial, concluída na Haia aos 15 de Novembro de 1965, cujos original em francês e tradução em português estão anexos ao presente decreto-lei.

Marcello Caetano — Horácio José de Sá Viana Rebelo — António Manuel Gonçalves Rapazote — Mário Júlio Brito de Almeida Costa — João Augusto Dias Rosas — Manuel

Pereira Crespo — Rui Manuel de Medeiros d'Espiney Patrício — Rui Alves da Silva Sanches — Joaquim Moreira da Silva Cunha — José Veiga Simão — Baltasar Leite Rebelo de Sousa.

Promulgado em 24 de Março de 1971.

Publique-se.

O Presidente da República, AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ.

## Convention Relative à la Signification et la Notification à l'Etranger des Actes Judiciaires et Extrajudiciaires en Matière Civile ou Commerciale.

Les Etats signataires de la présente Convention.

Désirant créer les moyens appropriés pour que les actes judiciaires et extrajudiciaires qui doivent être signifiés ou notifiés à l'étranger soient connus de leurs destinataires en temps utile,

Soucieux d'améliorer à cette fin l'entraide judiciaire mutuelle en simplifiant et en accélérant la procédure,

Ont résolu de conclure une convention à ces effets et sont convenus des dispositions suivantes:

## ARTICLE PREMIER

La présente Convention est applicable, en matière civile ou commerciale, dans tous les cas où un acte judiciaire ou extrajudiciaire doit être transmis à l'étranger pour y être signifié ou notifié.

La Convention ne s'applique pas lorsque l'adresse du destinataire de l'acte n'est pas connue.

## CHAPITRE I

### Actes judiciaires

#### ARTICLE 2

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale qui assume, conformément aux articles 3 à 6, la charge de recevoir les demandes de signification ou de notification en provenance d'un autre Etat contractant et d'y donner suite.

L'Autorité centrale est organisée selon les modalités prévues par l'Etat requis.

#### ARTICLE 3

L'autorité ou l'officier ministériel compétents selon les lois de l'Etat d'origine adresse à l'Autorité centrale de l'Etat requis une demande conforme à la formule modèle

annexée à la présente Convention, sans qu'il soit besoin de la légalisation des pièces ni d'une autre formalité équivalente.

La demande doit être accompagnée de l'acte judiciaire ou de sa copie, le tout en double exemplaire.

#### ARTICLE 4

Si l'Autorité centrale estime que les dispositions de la Convention n'ont pas été respectées, elle en informe immédiatement le requérant en précisant les griefs articulés à l'encontre de la demande.

#### ARTICLE 5

L'Autorité centrale de l'Etat requis procède ou fait procéder à la signification ou à la notification de l'acte:

- a) Soit selon les formes prescrites par la législation de l'Etat requis pour la signification ou la notification des actes dressés dans ce pays et qui sont destinés aux personnes se trouvant sur son territoire;
- b) Soit selon la forme particulière demandée par le requérant, pourvu que celle-ci ne soit pas incompatible avec la loi de l'Etat requis.

Sauf le cas prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> lettre b), l'acte peut toujours être remis au destinataire qui l'accepte volontairement.

Si l'acte doit être signifié ou notifié conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> l'Autorité centrale peut demander que l'acte soit rédigé ou traduit dans la langue ou une des langues officielles de son pays.

La partie de la demande conforme à la formule modèle annexée à la présente Convention, qui contient les éléments essentiels de l'acte, est remise au destinataire.

#### ARTICLE 6

L'Autorité centrale de l'Etat requis ou toute autorité qu'il aura désignée à cette fin établit une attestation conforme à la formule modèle annexée à la présente Convention.

L'attestation relate l'exécution de la demande; elle indique la forme, le lieu et la date de l'exécution ainsi que la personne à laquelle l'acte a été remis. Le cas échéant, elle précise le fait qui aurait empêché l'exécution.

Le requérant peut demander que l'attestation qui n'est pas établie par l'Autorité centrale ou par une autorité judiciaire soit visée par l'une de ces autorités.

L'attestation est directement adressée au requérant.

#### ARTICLE 7

Les mentions imprimées dans la formule modèle annexée à la présente Convention sont obligatoirement rédigées soit en langue française, soit en langue anglaise. Elles peuvent, en outre, être rédigées dans la langue ou une des langues officielles de l'Etat d'origine.

Les blancs correspondant à ces mentions sont remplis soit dans la langue de l'Etat requis, soit en langue française, soit en langue anglaise.

#### ARTICLE 8

Chaque Etat contractant a la faculté de faire procéder directement, sans contrainte, par les soins de ces agents diplomatiques ou consulaires, aux significations ou notifications d'actes judiciaires aux personnes se trouvant à l'étranger.

Tout Etat peut déclarer s'opposer à l'usage de cette faculté sur son territoire, sauf si l'acte doit être signifié ou notifié à un ressortissant de l'Etat d'origine.

#### ARTICLE 9

Chaque Etat contractant a, de plus, la faculté d'utiliser la voie consulaire pour transmettre, aux fins de signification ou de notification, des actes judiciaires aux autorités d'un autre Etat contractant que celui-ci a désignées.

Si des circonstances exceptionnelles l'exigent, chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser, aux mêmes fins, la voie diplomatique.

#### ARTICLE 10

La présente Convention ne fait pas obstacle, sauf si l'Etat de destination déclare s'y opposer:

- a) A la faculté d'adresser directement, par la voie de la poste, des actes judiciaires aux personnes se trouvant à l'étranger;
- b) A la faculté, pour les officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents de l'Etat d'origine, de faire procéder à des significations ou notifications d'actes judiciaires directement par les soins des officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents de l'Etat de destination;
- c) A la faculté, pour toute personne intéressée à une instance judiciaire, de faire procéder à des significations ou notifications d'actes judiciaires directement par les soins des officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétents de l'Etat de destination.

#### ARTICLE 11

La présente Convention ne s'oppose pas à ce que des Etat contractants s'entendent pour admettre, aux fins de signification ou de notification des actes judiciaires, d'autres voies de transmission que celles prévues par les articles qui précèdent et notamment la communication directe entre leurs autorités respectives.

#### ARTICLE 12

Les significations ou notifications d'actes judiciaires en provenance d'un Etat contractant ne peuvent donner lieu au paiement ou au remboursement de taxes ou de frais pour les services de l'Etat requis.

Le requérant est tenu de payer ou de rembourser les frais occasionnés par:

- a) L'intervention d'un officier ministériel ou d'une personne compétente selon la loi de l'Etat de destination;
- b) L'emploi d'une forme particulière.

#### ARTICLE 13

L'exécution d'une demande de signification ou de notification conforme aux dispositions de la présente Convention ne peut être refusée que si l'Etat requis juge que cette exécution est de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

L'exécution ne peut être refusée pour le seul motif que la loi de l'Etat requis revendique la compétence judiciaire exclusive dans l'affaire en cause ou ne connaît pas de voie de droit répondant à l'objet de la demande.

En cas de refus, l'Autorité centrale en informe immédiatement le requérant et indique les motifs.

**ARTICLE 14**

Les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion de la transmission, aux fins de signification ou de notification, d'actes judiciaires seront réglées par la voie diplomatique.

**ARTICLE 15**

Lorsqu'un acte introductif d'instance ou un acte équivalent a dû être transmis à l'étranger aux fins de signification ou de notification, selon les dispositions de la présente Convention, et que le défendeur ne comparaît pas, le juge est tenu de se référer à statuer aussi longtemps qu'il n'est pas établi:

- a) Ou bien que l'acte a été signifié ou notifié selon les formes prescrites par la législation de l'Etat requis pour la signification ou la notification des actes dressés dans ce pays et qui sont destinés aux personnes se trouvant sur son territoire;
- b) Ou bien que l'acte a été effectivement remis au défendeur ou à sa demeure selon un autre procédé prévu par la présente Convention,

et que, dans chacune de ces éventualités, soit la signification ou la notification, soit la remise a eu lieu en temps utile pour que le défendeur ait pu se défendre.

Chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que ses juges, nonobstant les dispositions de l'alinéa premier, peuvent statuer si les conditions suivantes sont réunies, bien qu'aucune attestation constatant soit la signification ou la notification, soit la remise, n'ait été reçue:

- a) L'acte a été transmis selon un des modes prévus par la présente Convention;
- b) Un délai que le juge appréciera dans chaque cas particulier et qui sera d'au moins six mois, s'est écoulé depuis la date d'envoi de l'acte;
- c) Nonobstant toutes diligences utiles auprès des autorités compétentes de l'Etat requis, aucune attestation n'a pu être obtenue.

Le présent article ne fait pas obstacle à ce qu'en cas d'urgence le juge ordonne toutes mesures provisoires ou conservatoires.

**ARTICLE 16**

Lorsqu'un acte introductif d'instance ou un acte équivalent a dû être transmis à l'étranger aux fins de signification ou de notification, selon les dispositions de la présente Convention, et qu'une décision a été rendue contre un défendeur qui n'a pas comparu, le juge a la faculté de relever ce défendeur de la forclusion résultant de l'expiration des délais de recours, si les conditions suivantes sont réunies:

- a) Le défendeur, sans qu'il y ait eu faute de sa part, n'a pas eu connaissance en temps utile dudit acte pour se défendre et de la décision pour exercer un recours;
- b) Les moyens du défendeur n'apparaissent pas dénués de tout fondement.

La demande tendant au relevé de la forclusion est irrecevable si elle n'est pas formée dans un délai raisonnable à partir du moment où le défendeur a eu connaissance de la décision.

Chaque Etat contractant a la faculté de déclarer que cette demande est irrecevable si elle est formée après

l'expiration d'un délai qu'il précisera dans sa déclaration, pourvu que ce délai ne soit pas inférieur à un an à compter du prononcé de la décision.

Le présent article ne s'applique pas aux décisions concernant l'état des personnes.

**CHAPITRE II****Actes extrajudiciaires****ARTICLE 17**

Les actes extrajudiciaires émanant des autorités et officiers ministériels d'un Etat contractant peuvent être transmis aux fins de signification ou de notification dans un autre Etat contractant, selon les modes et aux conditions prévus par la présente Convention.

**CHAPITRE III****Dispositions générales****ARTICLE 18**

Tout Etat contractant peut désigner outre l'Autorité centrale, d'autres autorités dont il détermine les compétences.

Toutefois, le requérant a toujours le droit de s'adresser directement à l'Autorité centrale.

Les Etats fédéraux ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales.

**ARTICLE 19**

La présente Convention ne s'oppose pas à ce que la loi interne d'un Etat contractant permette d'autres formes de transmission non prévues dans les articles précédents, aux fins de signification ou de notification, sur son territoire, des actes venant de l'étranger.

**ARTICLE 20**

La présente Convention ne s'oppose pas à ce que des Etats contractant s'entendent pour déroger:

- a) À l'article 3, alinéa 2, en ce qui concerne l'exigence du double exemplaire des pièces transmises;
- b) À l'article 5, alinéa 3, et à l'article 7, en ce qui concerne l'emploi des langues;
- c) À l'article 5, alinéa 4;
- d) À l'article 12, alinéa 2.

**ARTICLE 21**

Chaque Etat contractant notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, soit ultérieurement:

- a) La désignation des autorités prévues aux articles 2 et 18;
- b) La désignation de l'autorité compétente pour établir l'attestation prévue à l'article 6;
- c) La désignation de l'autorité compétente pour recevoir les actes transmis par la voie consulaire selon l'article 9.

Il notifiera, le cas échéant, dans les mêmes conditions:

- a) Son opposition à l'usage des voies de transmission prévues aux articles 8 et 10;

- b) Les déclarations prévues aux articles 15, alinéa 2, et 16, alinéa 3;
- c) Toute modification des désignations, opposition et déclarations mentionnées ci-dessus.

#### ARTICLE 22

La présente Convention remplacera, dans les rapports entre les États qui l'auront ratifiée, les articles 1 à 7 des Conventions relatives à la procédure civile, respectivement signées à La Haye, le 17 Juillet 1905 et le 1<sup>er</sup> mars 1954, dans la mesure où lesdits États sont Parties à l'une ou à l'autre de ces Conventions.

#### ARTICLE 23

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application de l'article 23 de la Convention relative à la procédure civile, signée à La Haye, le 17 juillet 1905, ni de l'article 24 de celle signée à La Haye, le 1<sup>er</sup> mars 1954.

Ces articles ne sont toutefois applicables que s'il est fait usage de modes de communication identiques à ceux prévus par lesdites Conventions.

#### ARTICLE 24

Les accords additionnels auxdites Conventions de 1905 et de 1954, conclus par les Etats contractants, sont considérés comme également applicables à la présente Convention à moins que les Etats intéressées n'en conviennent autrement.

#### ARTICLE 25

Sans préjudice de l'application des articles 22 et 24, la présente Convention ne déroge pas aux Conventions auxquelles les Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

#### ARTICLE 26

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la 10<sup>ème</sup> session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

#### ARTICLE 27

La présente Convention entrera en vigueur le 60<sup>ème</sup> jour après de dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 26, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le 60<sup>ème</sup> jour après le dépôt de son instrument de ratification.

#### ARTICLE 28

Tout Etat non représenté à la 10<sup>ème</sup> session de la Conférence de La Haye de droit international privé pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention n'entrera en vigueur pour un tel Etat qu'à défaut d'opposition de la part d'un Etat ayant ratifié la Convention avant ce dépôt, notifiée au Ministère des

Affaires Etrangères des Pays-Bas dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle ce Ministère lui aura notifié cette adhésion.

A défaut d'opposition, la Convention entrera en vigueur pour l'Etat adhérent le premier jour du mois qui suit l'expiration du dernier des délais mentionnés à l'alinéa précédent.

#### ARTICLE 29

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, tout extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour les territoires visés par l'extension, le 60<sup>ème</sup> jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

#### ARTICLE 30

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractantes.

#### ARTICLE 31

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 26, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 28:

- a) Les signatures et ratifications visées à l'article 26;
- b) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 27, alinéa premier;
- c) Les adhésions visées à l'article 28 et la date à laquelle elles auront effet;
- d) Les extensions visées à l'article 29 et la date à laquelle elles auront effet;
- e) Les désignations, opposition et déclarations mentionnées à l'article 21;
- f) Les dénonciations visées à l'article 30, alinéa 3.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 15 novembre 1965, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la 10<sup>ème</sup> session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

**ANNEXE A LA CONVENTION**  
**Formules de demande et d'attestation**

**DEMANDE****Aux fins de signification ou de notification à l'étranger  
d'un acte judiciaire ou extrajudiciaire**

Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires ou extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, signée à La Haye, le 196

Identité et adresse du requérant

Adresse de l'autorité destinataire

Le réquerant soussigné a l'honneur de faire parvenir — en double exemplaire — à l'autorité destinataire les documents ci-dessous énumérés, en la priant conformément à l'article 5 de la Convention précitée, d'en faire remettre sans retard un exemplaire au destinataire, savoir:

(Identité et adresse)

- a) Selon les formes légales [article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, lettre a)]\*.  
 b) Selon la forme particulière suivante [article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, lettre b)]\*:

c) Le cas échéant, par remise simple (article 5, alinéa 2)\*.

Cette autorité est priée de renvoyer ou de faire renvoyer au réquerant un exemplaire de l'acte — et de ses annexes\* — avec l'attestation figurant au verso.

Énumération des pièces :

---

---

---

---

---

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
(Signature et/ou cachet)

\* Rayer les mentions inutiles.

Verso de la demande

**ATTESTATION**

L'autorité soussignée a l'honneur d'attester conformément à l'article 6 de ladite Convention,

1. Que la demande a été exécutée\*:

Le (date) \_\_\_\_\_  
A (localité, rue, numéro) \_\_\_\_\_

Dans une des formes suivantes prévues à l'article 5:

- a) Selon les formes légales [article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, lettre a)]\*;  
 b) Selon la forme particulière suivante\*:

c) Par remise simple\*.

Les documents mentionnés dans la demande ont été remis à:

(Identité et qualité de la personne) \_\_\_\_\_

Liens de parenté, de subordination ou autres avec le destinataire de l'acte:

2. Que la demande n'a pas été exécutée, en raison des faits suivants\*:

Conformément à l'article 12, alinéa 2, de ladite Convention, le réquerant est prié de payer ou de rembourser les frais dont le détail figure au mémoire ci-joint\*.

Annexes:

Pièces renvoyées:

Le cas échéant, les documents justificatifs de l'exécution:

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
(Signature et/ou cachet)

\* Rayer les mentions inutiles.

**ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE**

Convention relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, signée à La Haye, le 196

(Article 5, alinéa 4)

Nom et adresse de l'autorité requérante:

Identité des parties\*:

**Acte judiciaire \*\***

Nature et objet de l'acte:

Nature et objet de l'instance, le cas échéant, le montant du litige:

Date et lieu de la comparution\*\*:

Juridiction qui a rendu la décision\*\*:

Date de la décision\*\*:

Indication des délais figurant dans l'acte\*\*:

**Acte extrajudiciaire \*\***

Nature et objet de l'acte:

Indication des délais figurant dans l'acte\*\*:

\* S'il y a lieu, identité et adresse de la personne intéressée à la transmission de l'acte.

\*\* Rayer les mentions inutiles.

**Convenção Relativa à Citação e à Notificação no Estrangeiro dos Actos Judiciais e Extrajudiciais em Matérias Civil e Comercial.**

Os Estados signatários da presente Convenção, desejando criar os meios apropriados para que os actos judiciais e extrajudiciais que devam ser objecto de citação ou de notificação no estrangeiro sejam conhecidos dos seus destinatários em tempo útil, desejosos de, com este fim, melhorar a entreajuda judicial simplificando e acelerando o respectivo processo, resolveram celebrar, para este efeito, uma convenção e accordaram nas disposições seguintes:

**ARTIGO 1.<sup>o</sup>**

A presente Convenção é aplicável, em matéria civil ou comercial, a todos os casos em que um acto judicial ou extrajudicial deva ser transmitido a país estrangeiro para aí ser objecto de citação ou notificação.

A Convenção não se aplicará quando a morada do destinatário for desconhecida.

**CAPÍTULO I****Actos judiciais****ARTIGO 2.<sup>o</sup>**

Cada Estado contratante designará uma Autoridade central que assumirá, de acordo com o disposto nos artigos 3.<sup>º</sup> a 6.<sup>º</sup>, o encargo de receber os pedidos de citação e os de notificação provenientes de um outro Estado contratante e de lhes dar seguimento.

A Autoridade central é organizada segundo as modalidades previstas pelo Estado requerido.

## ARTIGO 3.º

A autoridade ou o oficial de justiça competente segundo as leis do Estado de origem dirigirá à Autoridade central do Estado requerido um pedido de acordo com a fórmula anexa à presente Convenção, sem que haja necessidade da legalização dos documentos ou de qualquer outra formalidade equivalente.

O pedido deverá ser acompanhado do acto judicial ou da sua cópia, com os respectivos duplicados.

## ARTIGO 4.º

Se a Autoridade central julgar que as disposições da Convenção não foram respeitadas, informará imediatamente disso o requerente, expondo os motivos que obstam à satisfação do pedido.

## ARTIGO 5.º

A Autoridade central do Estado requerido procederá ou mandará proceder à citação do destinatário ou à notificação do acto:

- a) Quer segundo a forma prescrita pela legislação do Estado requerido para as citações ou notificações internas dirigidas às pessoas que se encontram no seu território;
- b) Quer segundo a forma própria pedida pelo requerente, a menos que a mesma seja incompatível com a lei do Estado requerido.

Salvo o caso previsto na alínea 1.ª, letra b), o acto poderá sempre ser entregue ao destinatário que voluntariamente o aceitar.

Se o acto dever ser objecto de citação ou de notificação conforme o disposto na alínea 1.ª a Autoridade central poderá exigir que o acto seja redigido ou traduzido na língua ou numa das línguas oficiais do seu país.

A parte do pedido feito de acordo com a fórmula anexa à presente Convenção, contendo os elementos essenciais do acto, será entregue ao destinatário.

## ARTIGO 6.º

A Autoridade central do Estado requerido ou qualquer outra autoridade que por ele tiver sido designada para este fim passará um certificado segundo a fórmula anexa à presente Convenção.

O certificado atestará o cumprimento do pedido; consignará a forma, o lugar e a data do cumprimento, assim como a pessoa a quem o acto foi entregue. Sendo caso disso, o certificado indicará o facto que impediu o cumprimento.

O requerente pode pedir que o certificado, que não for passado pela Autoridade central ou por uma autoridade judicial, seja visado por uma destas autoridades.

O certificado será directamente remetido ao requerente.

## ARTIGO 7.º

Os termos impressos da fórmula anexa à presente Convenção serão obrigatoriamente redigidos em francês ou inglês.

Podem, além disso, ser redigidos na língua ou numa das línguas oficiais do Estado de origem.

Os espaços em branco serão preenchidos na língua do Estado requerido, em francês ou em inglês.

## ARTIGO 8.º

Cada Estado tem a faculdade de mandar proceder directamente, sem coacção, por diligência dos seus agentes diplomáticos ou consulares, às citações e às notificações de actos judiciais destinadas a pessoas que se encontrem no estrangeiro.

Cada Estado pode declarar opor-se ao exercício de tal faculdade no seu território, excepto se o acto dever ser objecto de citação ou de notificação a um nacional do Estado de origem.

## ARTIGO 9.º

Cada Estado contratante tem, além disso, a faculdade de utilizar a via consular para transmitir actos judiciais, para citação ou notificação, às autoridades de um outro Estado contratante designadas por este.

Se circunstâncias excepcionais o exigirem, cada Estado contratante terá a faculdade de utilizar, para o mesmo fim, a via diplomática.

## ARTIGO 10.º

Se o Estado destinatário nada declarar, a presente Convenção não obsta:

- a) À faculdade de remeter directamente, por via postal, actos judiciais às pessoas que se encontrem no estrangeiro;
- b) A faculdade de os oficiais de justiça, funcionários ou outras pessoas competentes do Estado de origem promoverem as citações e as notificações de actos judiciais directamente por diligência dos oficiais de justiça, funcionários ou outras pessoas competentes do Estado de destino;
- c) A faculdade de os interessados num processo promoverem as citações e as notificações de actos judiciais directamente por diligência de oficiais de justiça, funcionários ou outras pessoas competentes do Estado de destino.

## ARTIGO 11.º

A presente Convenção não obsta a que os Estados contratantes se entendam entre si para admitir, em matéria de citação e de notificação de actos judiciais, outras vias de transmissão além das previstas nos artigos precedentes e nomeadamente a comunicação directa entre as suas respectivas autoridades.

## ARTIGO 12.º

As citações e as notificações de actos judiciais de um Estado contratante não poderão dar lugar ao pagamento ou reembolso de taxas ou custas aos serviços do Estado requerido.

O requerente deverá pagar ou reembolsar as custas ocasionadas por:

- a) A intervenção de um oficial de justiça ou de uma pessoa competente segundo a lei do Estado destinatário;
- b) O emprego de uma forma própria.

## ARTIGO 13.º

O cumprimento de um pedido de citação ou de notificação, segundo as disposições da presente Convenção, não poderá ser recusado, a não ser que o Estado requerido julgue que tal cumprimento é atentatório da sua soberania ou da sua segurança.

O cumprimento não poderá ser recusado só pela única razão de a lei do Estado requerido reivindicar a competência judicial exclusiva no processo em causa ou não conhecer o direito em que se baseia o pedido.

Em caso de recusa, a Autoridade central informará imediatamente o requerente, em conformidade, e indicará as respectivas razões.

#### ARTIGO 14.<sup>º</sup>

Serão reguladas pela via diplomática as dificuldades que ocorrerem na transmissão de actos judiciais destinada à citação ou notificação destes.

#### ARTIGO 15.<sup>º</sup>

Se uma petição inicial ou um acto equivalente foi transmitido para o estrangeiro para citação ou notificação, segundo as disposições da presente Convenção, e o demandado não compareceu, o juiz sobrestará no julgamento enquanto não for determinado:

- a) Ou que o acto foi objecto de citação ou de notificação segundo a forma prescrita pela legislação do Estado requerido para a citação ou para a notificação dos actos emitidos neste país e dirigidos a pessoas que se encontrem no seu território;
- b) Ou que o acto foi efectivamente entregue ao demandado ou na sua morada segundo um outro processo previsto pela presente Convenção,

e que, em cada um destes casos, quer a citação ou notificação, quer a entrega, foi feita em tempo útil para que o demandado tenha podido defender-se.

Pode cada Estado contratante declarar que os seus juízes, não obstante as disposições da alínea primeira, podem julgar, embora não tenha sido recebido qualquer certificado da citação ou notificação, ou da entrega, se se reunirem as seguintes condições:

- a) Ter sido o acto transmitido segundo uma das formas previstas pela presente Convenção;
- b) Ter decorrido certo prazo desde a data da remessa do acto que o juiz apreciará em cada caso concreto e que não será inferior a seis meses;
- c) Não ter sido possível obter qualquer certificado, não obstante todas as diligências necessárias feitas junto das autoridades competentes do Estado requerido.

O presente artigo não obsta a que, em caso de urgência, o juiz ordene medidas provisórias ou conservatórias.

#### ARTIGO 16.<sup>º</sup>

Todas as vezes que uma petição inicial ou um acto equivalente foi transmitido para o estrangeiro para citação ou notificação, segundo as disposições da presente Convenção, e uma decisão foi proferida contra um demandado que não compareceu, o juiz tem a faculdade de relevar ao demandado o efeito peremptório do prazo para recurso, se concorrerem as condições seguintes:

- a) Não ter tido o demandado, sem que tenha havido culpa da sua parte, conhecimento em tempo útil do dito acto para se defender e da decisão para interpor recurso;
- b) Não parecerem as possibilidades do demandado desprovidas de qualquer fundamento.

O pedido para a relevação não será atendido se não tiver sido formulado num prazo razoável a contar do momento em que o demandado teve conhecimento da decisão.

Pode cada Estado contratante declarar que este pedido não será atendido se for formulado após o decurso de um prazo que indicará na sua declaração, contanto que este prazo não seja inferior a um ano contado a partir da data da decisão.

O presente artigo não se aplica às decisões relativas ao estado das pessoas.

### CAPÍTULO II

#### Actos extrajudiciais

#### ARTIGO 17.<sup>º</sup>

Os actos extrajudiciais emanados das autoridades oficiais de justiça de um Estado contratante podem ser transmitidos para citação ou para notificação num outro Estado contratante, segundo as formas e nas condições previstas pela presente Convenção.

### CAPÍTULO III

#### Disposições gerais

#### ARTIGO 18.<sup>º</sup>

Cada Estado contratante pode designar, além da Autoridade central, outras autoridades cuja competência determinará.

Todavia, o requerente terá sempre o direito de se dirigir directamente à Autoridade central.

Os Estados federais poderão designar várias Autoridades centrais.

#### ARTIGO 19.<sup>º</sup>

A presente Convenção não obstará a que a lei interna de um Estado contratante permita outras formas de transmissão não previstas nos artigos precedentes, para citação ou notificação, no seu território, dos actos vindos do estrangeiro.

#### ARTIGO 20.<sup>º</sup>

A presente Convenção não obstará a que os Estados contratantes convenham em derrogar:

- a) O artigo 3.<sup>º</sup>, alínea 2.<sup>a</sup>, no que respeita à exigência do exemplar em duplicado dos documentos transmitidos;
- b) O artigo 5.<sup>º</sup>, alínea 3.<sup>a</sup>, e o artigo 7.<sup>º</sup>, no que respeita ao uso das línguas;
- c) O artigo 5.<sup>º</sup>, alínea 4.<sup>a</sup>;
- d) O artigo 12.<sup>º</sup>, alínea 2.<sup>a</sup>.

#### ARTIGO 21.<sup>º</sup>

Cada Estado contratante notificará o Ministério dos Negócios Estrangeiros dos Países Baixos, quer no momento do depósito do seu instrumento de ratificação ou adesão, quer ulteriormente:

- a) Da designação das autoridades previstas nos artigos 2.<sup>º</sup> e 18.<sup>º</sup>;
- b) Da designação da autoridade competente para passar o certificado previsto no artigo 6.<sup>º</sup>;
- c) Da designação da autoridade competente para receber os actos transmitidos pela via consular segundo o artigo 9.<sup>º</sup>

Notificará, sendo caso disso, nas mesmas condições:

- a) Da sua oposição ao uso das vias de transmissão previstas nos artigos 8.º e 10.º;
- b) Das declarações previstas nos artigos 15.º, alínea 2.ª, e 16.ª, alínea 3.ª;
- c) De todas as modificações das designações, oposição e declarações acima mencionadas.

#### ARTIGO 22.º

A presente Convenção substituirá, nas relações entre os Estados que a tiverem ratificado, os artigos 1.º a 7.º das Convenções relativas ao processo civil, assinadas na Haia em 17 de Julho de 1905 e 1 de Março de 1954, na medida em que os referidos Estados sejam Partes numa ou noutra destas Convenções.

#### ARTIGO 23.º

A presente Convenção não prejudicará a aplicação do artigo 23.º da Convenção Relativa ao Processo Civil, assinada na Haia em 17 de Julho de 1905, nem a aplicação do artigo 24.º da Convenção Relativa ao Processo Civil, assinada na Haia em 1 de Março de 1954.

Estes artigos, todavia, só serão aplicáveis se se fizer uso de formas de comunicação idênticas às previstas pelas referidas Convenções.

#### ARTIGO 24.º

Os acordos adicionais às referidas Convenções de 1905 e 1954, celebrados pelos Estados contratantes, consideram-se como igualmente aplicáveis à presente Convenção, a menos que os Estados interessados convenham de outro modo.

#### ARTIGO 25.º

Sem prejuízo da aplicação dos artigos 22.º e 24.º, a presente Convenção não derroga as Convenções das quais os Estados contratantes são ou venham a ser Partes e que contenham disposições sobre as matérias reguladas pela presente Convenção.

#### ARTIGO 26.º

A presente Convenção fica aberta à assinatura dos Estados representados na 10.ª sessão da Conferência da Haia de Direito Internacional Privado.

Será ratificada e os instrumentos de ratificação serão depositados no Ministério dos Negócios Estrangeiros dos Países Baixos.

#### ARTIGO 27.º

A presente Convenção entrará em vigor no 60.º dia após o depósito do terceiro instrumento de ratificação previsto no artigo 26.º, alínea 2.ª.

A Convenção entrará em vigor, para cada Estado signatário que a tenha ratificado posteriormente, no 60.º dia após o depósito do respectivo instrumento de ratificação.

#### ARTIGO 28.º

Todo o Estado não representado na 10.ª sessão da Conferência da Haia de Direito Internacional Privado poderá aderir à presente Convenção após a sua entrada em vigor nos termos do artigo 27.º, alínea 1.ª. O instrumento de adesão será depositado no Ministério dos Negócios Estrangeiros dos Países Baixos.

A Convenção só entrará em vigor para tal Estado na falta de oposição da parte de um Estado que tenha ratificado a Convenção antes de tal depósito, notificada ao Ministério dos Negócios Estrangeiros dos Países Baixos

num prazo de seis meses a contar da data em que este Ministério lhe tiver notificado a referida adesão.

Na falta de oposição, a Convenção entrará em vigor para o Estado aderente no primeiro dia do mês seguinte ao decurso do último dos prazos mencionados na alínea precedente.

#### ARTIGO 29.º

Qualquer Estado, no momento da assinatura, da ratificação ou da adesão poderá declarar que a presente Convenção se aplicará ao conjunto dos territórios por si representados no plano internacional, ou a um ou mais de entre eles. Esta declaração produzirá os seus efeitos na data da entrada em vigor da Convenção para o referido Estado.

Mais tarde, toda a extensão desta natureza será notificada ao Ministério dos Negócios Estrangeiros dos Países Baixos.

A Convenção entrará em vigor, para os territórios abrangidos por tal extensão, no 60.º dia após a notificação mencionada na alínea precedente.

#### ARTIGO 30.º

A presente Convenção terá a duração de cinco anos a contar da data da sua entrada em vigor nos termos do artigo 27.º, alínea 1.ª, mesmo para os Estados que tiverem ratificado ou que a ela tiverem aderido posteriormente.

A Convenção será tacitamente renovada de cinco em cinco anos, salvo denúncia.

A denúncia será notificada ao Ministério dos Negócios Estrangeiros dos Países Baixos, pelo menos seis meses antes do prazo de cinco anos acima referido.

A denúncia poderá limitar-se a alguns dos territórios aos quais a Convenção se aplica.

A denúncia só produzirá efeito relativamente ao Estado que a tiver notificado. A Convenção continuará em vigor para os outros Estados contratantes.

#### ARTIGO 31.º

O Ministério dos Negócios Estrangeiros dos Países Baixos notificará os Estados abrangidos pelo artigo 26.º, assim como os Estados que tiverem aderido nos termos do artigo 28.º:

- a) Das assinaturas e ratificações previstas no artigo 26.º;
- b) Da data na qual a presente Convenção entrará em vigor, conforme o disposto no artigo 27.º, alínea 1.ª;
- c) Das adesões previstas no artigo 28.º e da data a partir da qual produzirão os seus efeitos;
- d) Das extensões previstas no artigo 29.º e da data a partir da qual produzirão os seus efeitos;
- e) Das designações, oposição e declarações referidas no artigo 21.º;
- f) Das denúncias previstas no artigo 30.º, alínea 3.ª

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados, assinaram a presente Convenção.

Feita na Haia, aos 15 de Novembro de 1965, em francês e inglês, fazendo os dois textos igualmente fé, num único exemplar, que será depositado nos arquivos do Governo dos Países Baixos e do qual uma cópia certificada conforme ao original será remetida, pela via diplomática, a cada um dos Estados representados na 10.ª sessão da Conferência da Haia de Direito Internacional Privado.

**ANEXO A CONVENÇÃO**  
**Fórmulas de pedido e certificado**

**PEDIDO**

**Para citação ou para notificação no estrangeiro  
de um acto judicial ou extrajudicial**

Convenção relativa à citação e à notificação no estrangeiro dos actos judiciais e extrajudiciais em matéria civil ou comercial, assinada na Haia em \_\_\_\_\_ 196\_\_\_\_

Identidade e morada do requerente

Morada da autoridade destinatária

O requerente abaixo assinado tem a honra de transmitir — em duplo — à autoridade destinatária os documentos abaixo enumerados e de solicitar, de acordo com o artigo 5.º da Convenção acima referida, a imediata remessa de um exemplar daqueles ao destinatário, a saber:  
(Identidade e morada)

- a) Segundo a forma legal [artigo 5.º, alínea 1.ª, letra a)] \*.  
b) Segundo a forma própria seguinte [artigo 5.º, alínea 1.ª, letra b)] \* :

c) Sendo caso disso, por simples entrega (artigo 5.º, alínea 2.ª)\*.

Solicita-se à autoridade que envie ou promova o envio ao requerente do acto — e dos seus anexos — com o certificado que consta do verso.

Enumeração dos documentos:

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_, em \_\_\_\_\_  
(Assinatura e/ou carimbo)

\* Riscar o que não interessar.

**CERTIFICADO**

A autoridade abaixo assinada tem a honra de certificar, de acordo com o artigo 6.º da referida Convenção,  
1. Que o pedido foi cumprido\*:

Em (data)  
Em (localidade, rua e número) \_\_\_\_\_

Numa das seguintes formas previstas no artigo 5.º:

- a) Segundo a forma legal [artigo 5.º, alínea 1.ª, letra a)] \*;  
b) Segundo a forma própria seguinte\*: \_\_\_\_\_  
c) Por simples entrega\*.

Os documentos mencionados no pedido foram entregues a:

(Identidade e qualidade da pessoa) \_\_\_\_\_

Laços de parentesco, de subordinação ou outros, com o destinatário do acto: \_\_\_\_\_

2. Que o pedido não foi cumprido, pelos motivos seguintes\*:

De acordo com o artigo 12.º, alínea 2.ª, da referida Convenção, solicita-se ao requerente que pague ou reembolse as custas cuja discriminação consta da adjunta relação\*.

Anexos:

Documentos devolvidos: \_\_\_\_\_

Sendo caso disso, os documentos comprovativos do cumprimento: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_, em \_\_\_\_\_  
(Assinatura e/ou carimbo)

\* Riscar o que não interessar.

**ELEMENTOS ESSENCIAIS DO ACTO**

Convenção relativa à citação e à notificação no estrangeiro de actos judiciais e extrajudiciais em matéria civil ou comercial, assinada na Haia, em \_\_\_\_\_ 196\_\_\_\_

(Artigo 5.º, alínea 4.º)

Nome e morada da autoridade requerente: \_\_\_\_\_

Identidade das partes\*: \_\_\_\_\_

**Acto judicial \*\***

Natureza e objecto do acto: \_\_\_\_\_

Natureza e objecto do processo e, se for caso disso, o montante da ação: \_\_\_\_\_

Data e lugar da comparecência \*\*: \_\_\_\_\_

Tribunal que proferiu a decisão\*\*: \_\_\_\_\_

Data da decisão\*\*: \_\_\_\_\_

Indicação dos prazos que figuram no acto\*\*: \_\_\_\_\_

**Acto extrajudicial \*\***

Natureza e objecto do acto: \_\_\_\_\_

Indicação dos prazos que figuram no acto\*\*: \_\_\_\_\_

\* Se necessário, a identidade e morada da pessoa interessada na transmissão do acto.

\*\* Riscar o que não interessar.

**MINISTÉRIO DO ULTRAMAR**

Direcção-Geral de Obras Públicas e Comunicações

**Decreto n.º 211/71**

de 18 de Maio

A experiência colhida com a Administração do Porto de Dili, criada pelo Decreto n.º 46 177, de 4 de Fevereiro de 1965, aliada à expansão que se tem verificado na actividade portuária da província, não só do porto de Dili como também dos portos secundários das costas norte e sul, aconselha a que seja criada a Junta Autónoma dos Portos de Timor, órgão que superintenderá em todos os problemas portuários e de hidráulica marítima da província, em substituição da actual Administração do Porto de Dili, de âmbito mais restrito.

A promulgação deste decreto insere-se, por outro lado, na sequência de uma política de conjunto, que visa à uniformização, tão aproximada quanto possível, dos diplomas orgânicos de todos os portos ultramarinos dotados de interesse comercial.

Assim, à vantagem de se adoptar orientação semelhante quanto à estruturação de todas as juntas autónomas de portos e quanto às normas da sua administração financeira, alia-se a possibilidade, graças a um critério de uniformização dos vários serviços portuários e de composição e modo de preenchimento dos respectivos quadros de pessoal, de promover o recrutamento de técnicos e de dirigentes e de encarar a criação futura de um quadro comum de pessoal altamente competente e especializado, ao qual se procura garantir uma permanente actualização dos conhecimentos e um nível conveniente de remunerações.

A orgânica agora estabelecida para a Junta Autónoma dos Portos de Timor, embora idêntica, nas suas linhas gerais, à adoptada na Junta Autónoma dos Portos da Guiné e na Junta Autónoma dos Portos de Cabo Verde, não deixa, contudo, de atender às condições particulares da província de Timor, nomeadamente no que se refere à composição dos serviços portuários e à constituição do Conselho Geral, órgão consultivo e deliberativo que superintende na administração geral dos portos, de modo a assegurar-lhe uma representação completa de todas as actividades públicas e privadas ligadas à actividade portuária da província.

Deste modo, ouvido o Conselho Ultramarino;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º e última parte do § 1.º do artigo 150.º da Constituição, o Ministro do Ultramar decreta e eu promulgo o seguinte:

## CAPÍTULO I

### Disposições gerais

Artigo 1.º A Junta Autónoma dos Portos de Timor é um organismo provincial, com sede na cidade de Díli, dotado de personalidade jurídica e com autonomia administrativa, que, sob a orientação do governador da província, exerce a administração dos portos de Timor.

Art. 2.º — 1. A área de jurisdição da Junta Autónoma compreende as zonas indicadas e a definir nos termos do Decreto n.º 412/70, de 26 de Agosto, com a competência e atribuições ali mencionadas.

2. No que se refere ao porto de Díli, a área da sua jurisdição é limitada a norte por uma linha passando pela chamada «Casa do Árabe», em Luro-Mata, e pela ponta de Fatu-Cama, e a sul pela costa e pelos limites das zonas terrestres necessárias à exploração comercial, compreendendo o porto exterior e o porto interior, este último limitado a norte por uma linha passando pelo farol e pelo recife de coral que lhe serve de protecção, entendendo-se, entretanto, que estes limites agora fixados deverão ser ajustados e definidos de acordo com o que se preceitua no Decreto n.º 412/70, de 26 de Agosto.

Art. 3.º — 1. Compete à Junta Autónoma, para efeitos de administração e exploração das áreas de jurisdição e dos portos correspondentes, o seguinte:

- a) Definir as áreas de jurisdição portuária;
- b) Definir para cada porto a respectiva zona portuária, com as zonas de exploração e expansão;
- c) Promover a elaboração dos planos gerais dos portos;
- d) Estudar, executar e fiscalizar as obras portuárias, assim como adquirir e explorar o respectivo equipamento, de acordo com os planos gerais aprovados;
- e) Promover a conservação de todas as obras portuárias e seu equipamento;
- f) Regular nas zonas de exploração dos portos os serviços públicos de abastecimento, sem prejuízo das condições técnicas definidas na legislação geral aplicável;
- g) Conceder nas zonas de exploração licenças para o exercício de quaisquer actividades nos cais, docas, terraplenos e áreas molhadas, ou para a execução de trabalhos relacionados com a conservação de obras das margens e dos fundos e com o regime das águas, tais como retirar areias e burgau das praias, lastrar e deslastrar, descarrregar cinzas, estabelecer amarrações fixas, cavar e roçar ferros ou amarras;

h) Conceder nas zonas de exploração licenças para a ocupação de terrenos e para a construção de edifícios ou outras instalações.

2. As licenças para lastrar ou deslastrar e para descarrigar cinzas devem ser visadas pelas autoridades marítimas e aduaneiras;

3. A Junta Autónoma deverá dar conhecimento às autoridades marítima e aduaneira e à câmara municipal do respectivo concelho dos processos de licenciamento de construção de edifícios ou outras instalações dentro da zona de exploração, solicitando-lhes, se for caso disso, os respectivos pareceres.

4. As deliberações da Junta previstas nas alíneas a) e b) do n.º 1 deste artigo estão sujeitas à aprovação do Governo da província, a publicar no *Boletim Oficial*, e as da alínea c) carecem de aprovação ministerial, a publicar no *Diário do Governo* e no *Boletim Oficial* da província.

Art. 4.º — 1. Para maior eficiência dos serviços a seu cargo, a Junta Autónoma está autorizada nos termos legais em vigor:

- a) A admitir, nas condições previstas neste diploma, o pessoal técnico, auxiliar, operário, marítimo e trabalhador que for indispensável para os serviços de estudo, exploração, fiscalização de obras e guarda de armazéns ou outras instalações;
- b) A organizar e manter, nas condições que forem fixadas superiormente, um corpo de polícia privativo para assegurar o cumprimento dos regulamentos de exploração e polícia dos portos;
- c) A distribuir uniformes ao pessoal de exploração e ao do material flutuante, aos motoristas, aos guardas e aos serventes, nas condições que vierem a ser determinadas;
- d) A prestar, dentro e fora da sua área de jurisdição, serviços marítimos de reboque, socorro, docagem, mergulhação e outros, bem como facultar o uso de aparelhos, ferramentas e utensílios seus, nos termos que forem regulamentados;
- e) A exigir de todos os utentes das instalações portuárias os elementos estatísticos relativos a actividades singulares, na sua jurisdição, cujo conhecimento interesse ao cômputo da actividade geral dos portos;
- f) A executar fora das horas normais de trabalho, sempre que as circunstâncias o exijam, trabalhos sujeitos às marés e serviços inerentes à exploração comercial dos portos ou outros cujos encargos tenham compensação em receitas provenientes de adicionais sobre tarifas.

2. A execução e remuneração de trabalhos extraordinários fora dos casos previstos na alínea f), se não estiverem previstos pela legislação geral aplicável, carecem de autorização do Governo da província, podendo, prececer, se necessário, informação do Instituto de Trabalho, Previdência e Acção Social.

Art. 5.º São órgãos de administração e direcção da Junta Autónoma:

- O Conselho Geral;
- A Comissão Administrativa;
- O director dos Portos.

## CAPÍTULO II

### Do Conselho Geral

Art. 6.º — 1. O Conselho Geral superintende na administração geral dos portos, sendo constituído por vogais natos e vogais eleitos.

## 1.º São vogais natos:

- a) O director dos Portos;
- b) O chefe da Repartição Provincial dos Serviços de Obras Públicas e Transportes;
- c) O chefe da Repartição Provincial dos Serviços de Alfândegas;
- d) O chefe da Repartição Provincial dos Serviços de Fazenda;
- e) O administrador do concelho de Díli;
- f) O chefe da Repartição Provincial dos Serviços de Marinha;
- g) O delegado do procurador da República;
- h) O presidente do Instituto do Trabalho, Previdência e Ação Social da província.

## 2.º São vogais eleitos:

- a) Um representante das autarquias locais da província;
- b) Um representante das associações comerciais, industriais e agrícolas da província, escolhido pelo Governo da mesma, em lista tríplice apresentada por estas associações;
- c) Um representante das companhias de navegação e armadores.

2. Sempre que o Conselho Geral se tenha de ocupar de assuntos que, pela sua natureza, necessitem da audição de entidades especializadas, poderá ser solicitada ao governador da província a comparação dos respectivos representantes.

3. No caso de ausência ou impedimento, os vogais natos serão representados no Conselho Geral pelos seus substitutos nos serviços ou organismos a que pertençam e os vogais eleitos pelos seus respectivos substitutos.

4. Por diploma legislativo do governador da província, poderá, em qualquer altura, ser determinada a representação na Junta de outros interesses relacionados com os portos.

Art. 7.º — 1. O presidente e o vice-presidente do Conselho Geral são designados pelo governador da província de uma lista tríplice eleita em escrutínio secreto pelo próprio Conselho de entre os vogais natos, excluído o director dos Portos.

2. Enquanto não estiverem designados o presidente e o vice-presidente, presidirá ao Conselho Geral o director dos Portos, sendo seu substituto o capitão dos Portos.

Art. 8.º Servirá de secretário, sem voto, o chefe da Secção Administrativa da Junta Autónoma, competindo-lhe lavnar as actas das sessões na forma estabelecida no n.º 5 do artigo 12.º

Art. 9.º — 1. O cargo de vogal nato, seja efectivo ou substituto, é obrigatório.

2. A falta de comparação dos vogais natos a duas sessões ordinárias consecutivas sem motivo justificado deve ser participada superiormente. Este assunto pode ser regulamentado pelo governador da província como for julgado mais conveniente.

Art. 10.º — 1. O cargo de vogal eleito, seja efectivo ou substituto, é voluntário.

2. A falta de comparação dos vogais eleitos a duas sessões ordinárias consecutivas sem motivo justificado considera-se como renúncia ao mandato. Este assunto pode ser regulamentado pelo governador da província como for julgado mais conveniente.

Art. 11.º — 1. A forma de designação dos vogais eleitos será determinada no regulamento da Junta Autónoma ou, quando este não existir, em portaria do Governo da província.

## 2. O mandato dos vogais eleitos é por três anos, sendo permitida a reeleição.

Art. 12.º — 1. O Conselho Geral reúne, obrigatoriamente, em sessão ordinária, duas vezes por ano, sendo uma para apreciar o orçamento ordinário e outra para apreciar as contas de gerência. Além destas, terá as reuniões extraordinárias que forem determinadas pelo seu presidente ou requeridas pela maioria dos vogais para os fins designados no artigo 3.º, ou ainda com qualquer outro objectivo previamente estabelecido na ordem do dia.

2. As reuniões são convocadas pelo presidente com, pelo menos, oito dias de antecedência, devendo os avisos convocatórios indicar os assuntos a tratar.

3. Não se poderão realizar sessões, ordinárias ou extraordinárias, sem estar presente a maioria dos vogais e, no caso de sessão requerida, sem estar presente a maioria dos requerentes. Em segunda convocação poderão funcionar com qualquer número, mas sempre com a maioria dos vogais requerentes, quando se tratar de sessão requerida.

4. As sessões ordinárias serão públicas, podendo não o ser as extraordinárias.

5. De cada sessão lavrar-se-á acta, a qual será submetida ao Conselho Geral na reunião seguinte e assinada por todos os membros que tenham estado presentes na reunião a que se refere e pelo secretário. Uma cópia das actas será sempre enviada ao Governo da província.

6. Antes do ordem do dia, poderão os vogais pedir esclarecimentos ou apresentar propostas, devendo estas ser incluídas na ordem do dia de reuniões ulteriores.

Art. 13.º Aos membros efectivos ou substitutos será abonada, por cada sessão a que compareçam, uma gratificação a fixar por despacho do governador da província, mediante proposta da Comissão Administrativa.

Art. 14.º Aos vogais que residam fora da localidade em que as reuniões se realizem serão abonadas pela Junta Autónoma, para efeitos de comparação, as despesas de transporte e uma ajuda de custo diária, a fixar por despacho do governador da província, inacumulável com qualquer outro abono de idêntica natureza.

Art. 15.º As deliberações do Conselho serão tomadas pela maioria de votos dos membros presentes à sessão, tendo o presidente, em caso de empate, voto de qualidade.

Art. 16.º Os membros do Conselho Geral são solidariamente responsáveis pelo cumprimento das funções que por este diploma lhe são atribuídas.

Art. 17.º Compete ao Conselho Geral:

- a) Apreciar os orçamentos ordinários e suplementares a submeter à aprovação do Governo da província;
- b) Votar as contas de gerência;
- c) Apreciar os relatórios anuais das actividades da Junta Autónoma, a submeter à consideração do Ministro do Ultramar através do Governo da província;
- d) Deliberar sobre a realização de empréstimos ou outras operações financeiras destinadas ao melhoramento e desenvolvimento dos portos, a submeter à aprovação do Governo da província;
- e) Emitir parecer sobre:

Os planos gerais de cada porto;  
Os planos de obras e melhoramentos dos portos;  
Os projectos de regulamento de serviços técnicos, de exploração e administrativos;  
Os projectos de regulamento de tarifas;

As questões relativas a portos que lhe sejam presentes pelo presidente, por qualquer dos vogais ou pela Comissão Administrativa;

- f) Propor ao Governo da província a adopção de medidas tendentes a contribuir para o melhoramento e desenvolvimento dos portos.

Art. 18.º Compete ao presidente do Conselho Geral:

- a) Convocar as reuniões do Conselho Geral;
- b) Dirigir os trabalhos das sessões.

Art. 19.º Compete ao vice-presidente do Conselho Geral:

- a) Coadjuvar o presidente no desempenho das funções;
- b) Substituir o presidente nas suas faltas, ausências ou impedimentos.

### CAPÍTULO III

#### Da Comissão Administrativa

Art. 20.º — 1. A Comissão Administrativa superintende na administração económica dos portos e na execução de todas as determinações do Governo da província e nas deliberações do Conselho Geral, e é constituída pelos seguintes membros:

- a) O director dos Portos, que actuará como presidente;
- b) O capitão dos Portos;
- c) O director da Alfândega de Timor;
- d) Um delegado dos Serviços de Fazenda e Contabilidade de Timor.

2. Quando a Comissão Administrativa se tenha de ocupar de assuntos jurídicos, ser-lhe-á agregado o delegado do procurador da República. No caso de se lhe pedir parecer jurídico sobre qualquer assunto que não possa ser dado em sessão e exija estudo e preparação em gabinete, tal trabalho deve ser remunerado pela forma prevista no regulamento da Junta e, na falta deste, por despacho do governador da província.

3. Nas suas faltas, ausências ou impedimentos, os vogais da Comissão Administrativa serão substituídos pelos seus substitutos legais nos serviços a que pertençam e o presidente será substituído, em primeiro lugar, pelo subdirector dos Portos, em segundo lugar, pelo capitão dos Portos, e, em terceiro lugar, pelo director da Alfândega de Timor.

4. Servirá de secretário da Comissão Administrativa, sem voto, o chefe da Secção Administrativa da Junta Autónoma, a quem compete lavrar as actas das sessões.

Art. 21.º — 1. A Comissão Administrativa reúne em sessão ordinária uma vez por semana e extraordinariamente sempre que o seu presidente a convoque.

2. As sessões não serão públicas.

3. Todas as deliberações serão tomadas por maioria de votos dos membros presentes à sessão, tendo o presidente, em caso de empate, voto de qualidade.

4. De cada sessão será lavrada acta, que será submetida à aprovação da Comissão Administrativa na sessão seguinte e que será assinada por todos os membros que tenham estado presentes à sessão.

Art. 22.º Os membros da Comissão Administrativa receberão gratificações por sessão a que assistam, que serão fixadas pelo governador da província, mediante proposta do Conselho Geral.

Art. 23.º Os membros da Comissão Administrativa que tiverem votado a favor de deliberações ilegais são civil e criminalmente responsáveis pelas transgressões das leis e regulamentos, pela aplicação de dinheiros diversa daquela que o orçamento estipular e pela alteração de planos de obras sem a sanção superior.

Art. 24.º — 1. Compete à Comissão Administrativa:

- a) Elaborar e submeter à consideração do Governo da província:

Os projectos de obras, programas de concurso e cadernos de encargos respeitantes a obras ou fornecimentos de valor orçamentado superior a 250 000\$, com o parecer do Conselho Geral;

As propostas de admissão ou exoneração do pessoal não assalariado;

As propostas de aplicação de sanções ao pessoal dos serviços da Junta Autónoma que excedam a competência disciplinar do director dos Portos;

- b) Elaborar e submeter à consideração do Conselho Geral:

Os planos de arranjo e expansão dos portos;

Os planos gerais de exploração e apetrechamento dos portos;

Os projectos de regulamentos de exploração de tarifas e outros;

Os planos de obras e melhoramentos dos portos;

As contas de gerência;

Os orçamentos ordinários ou suplementares;

As propostas de criação de zonas francas nas zonas de expansão dos portos e de estabelecimento de armazéns gerais francos nas zonas de exploração dos portos;

As propostas de realização de empréstimos ou outras operações financeiras;

As propostas de alteração que sejam julgadas indispensáveis nos planos gerais dos portos;

Os relatórios anuais das actividades da Junta;

- c) Aprovar:

Os projectos de obras, programas de concurso e cadernos de encargos respeitantes a obras ou fornecimentos com valor orçamentado não superior a 250 000\$;

Os autos de recepção de empreitadas ou fornecimentos de importância não superior à atrás indicada;

- d) Adjudicar, nos termos da legislação geral, a execução de obras e o fornecimento de materiais, máquinas, aparelhos e utensílios até à importância indicada na alínea c) do presente artigo;

- e) Autorizar as despesas e pagamentos relativos a trabalhos em execução, a materiais e salários até à importância indicada na alínea c) do presente artigo;

- f) Conceder:

Licenças para ocupação de terrenos e para o exercício de quaisquer actividades nos cais, docas e terraplenos nas zonas de exploração dos portos;

Licenças para a execução de obras permanentes ou provisórias, nas zonas portuárias,

na costa marítima, sujeita à jurisdição da Junta Autónoma, salvo quando interessam à defesa nacional;

- g) Admitir e despedir pessoal assalariado de carácter permanente;
- h) Designar, em cada porto, os cais a utilizar pela navegação, promovendo a regulamentação dessa utilização;
- i) Proceder a balanços à tesouraria, armazéns e depósitos de materiais quando os julgar convenientes;
- j) Promover a elaboração de estudos e planos de exploração, apetrechamento ou desenvolvimento dos portos.

2. Em caso de urgência tal que não permita aguardar a reunião extraordinária do Conselho Geral, a Comissão Administrativa poderá praticar qualquer acto da competência daquele Conselho, submetendo-o, contudo, à sua ratificação na primeira sessão a seguir à prática desse acto.

Art. 25.º Compete ao presidente da Comissão Administrativa:

- a) Dirigir os trabalhos das sessões;
- b) Convocar extraordinariamente a Comissão Administrativa sempre que o julgue necessário ou quando lhe for solicitado pelos vogais;
- c) Despachar a correspondência dirigida à Comissão Administrativa;
- d) Outorgar nos actos de contratos em que a Junta Autónoma é parte;
- e) Representar a Junta Autónoma em juízo ou fora dele.

#### CAPÍTULO IV

##### Do director dos Portos

Art. 26.º O director dos Portos assegura a unidade e a coordenação indispensáveis à eficiência e regularidade dos serviços portuários, promove o aproveitamento e utilização do apetrechamento e das áreas de jurisdição da Junta Autónoma e superintende na execução de todas as determinações do Governo da província e nas deliberações do Conselho Geral e da Comissão Administrativa.

Art. 27.º O director dos Portos é designado pelo Ministro do Ultramar, por escolha entre os engenheiros-chefes ou de 1.ª classe do quadro comum dos Serviços de Portos, Caminhos de Ferro e Transportes ou entre diplomados em Engenharia Civil com reconhecida competência em assuntos portuários.

Art. 28.º Compete ao director dos Portos:

- a) Dirigir todos os serviços da sua competência;
- b) Fazer cumprir as leis, regulamentos e instruções em vigor, bem como as deliberações do Conselho Geral e da Comissão Administrativa, orientando, fiscalizando e mantendo em todos os serviços a ordem e a disciplina;
- c) Propor superiormente tudo o que julgar conveniente à boa administração e ao melhoramento e desenvolvimento dos portos;
- d) Submeter à Comissão Administrativa, depois de devidamente informados, todos os assuntos cuja resolução seja da competência desta Comissão ou do Conselho Geral;
- e) Dar e fazer dar execução às deliberações da Comissão Administrativa e do Conselho Geral;
- f) Assinar a correspondência e o expediente da sua competência;

- g) Dar expediente e resolução a todos os assuntos correntes;
- h) Elaborar o relatório anual dos serviços, com as contas de gerência internas, acompanhado de uma memória descritiva e justificativa e dos mapas estatísticos do movimento anual dos portos, a submeter à apreciação da Comissão Administrativa e do Conselho Geral nos termos da alínea c) do artigo 17.º;
- i) Elaborar o plano anual dos trabalhos a realizar para apreciação pela Comissão Administrativa;
- j) Inspeccionar a execução de todas as obras marítimas e terrestres e o estado de conservação do material e instalações portuárias;
- l) Organizar e manter actualizadas as plantas geográficas e cadastrais das áreas sujeitas à sua jurisdição;
- m) Autorizar, nos termos e pela forma estabelecida na lei, o pagamento das despesas relativas a trabalhos em execução, materiais e salários até à importância de 250 000\$, cuja realização tenha sido aprovada pela Comissão Administrativa;
- n) Autorizar todas as despesas com o pagamento de salários e com a aquisição de materiais, relativamente a trabalhos em execução, até à importância de 100 000\$;
- o) Admitir e despedir, conforme as necessidades dos serviços e de acordo com a legislação geral aplicável, o pessoal eventual.

Art. 29.º Na sua falta, ausências ou impedimentos é o director dos Portos substituído, em primeiro lugar, pelo subdirector dos Portos, e, em segundo lugar, pelo capitão dos Portos da província ou seu substituto, salvo se o governador da província determinar que a substituição se faça por outra forma ou se o caso for resolvido no regulamento da Junta.

Art. 30.º O subdirector dos Portos é designado pelo Ministro do Ultramar, por escolha entre os engenheiros de 1.ª classe do quadro comum dos Serviços de Portos, Caminhos de Ferro e Transportes ou entre diplomados em Engenharia Civil com reconhecida competência em assuntos portuários.

Art. 31.º Compete ao subdirector:

- a) Coadjuvar o director na organização, coordenação e direcção de todos os serviços da Junta Autónoma;
- b) Substituir o director na sua falta, ausências ou impedimentos.

Art. 32.º O adjunto dos Portos é designado pelo Ministro do Ultramar por escolha entre agentes técnicos de engenharia pertencentes ou não ao quadro comum dos Serviços de Portos, Caminhos de Ferro e Transportes, ou entre oficiais da marinha mercante com carta de capitão, ou ainda entre funcionários daquele quadro com longa prática dos serviços de exploração de portos como inspetores-chefe de cais, chefe de cais, chefes de tráfego e estiva ou outros da mesma categoria.

Art. 33.º Compete ao adjunto dos Portos coadjuvar o director e o subdirector em todos os assuntos de serviço.

Art. 34.º Quando a designação por escolha para um dos lugares de direcção previstos nos artigos 27.º, 30.º e 32.º recair em funcionários do quadro comum ou privativo dos Serviços de Portos, Caminhos de Ferro e Transportes, a sua nomeação, precedida de nomeação à categoria imediata, deve ser feita em comissão ordinária de serviço, renovável.

## CAPÍTULO V

## Dos serviços e do pessoal

Art. 35.º Os serviços da Junta Autónoma compreendem os serviços centrais, com sede na cidade de Dfli, e os serviços externos, que funcionam nas delegações portuárias e distribuem-se como segue:

## 1) Secção Administrativa:

## Serviços:

Secretaria.  
Contabilidade.  
Tesouraria.  
Sociais.

## 2) Secção Técnica de Exploração:

## Serviços:

Tráfego.  
Armazéns.  
Abastecimentos à navegação.  
Marítimos.  
Polícia.

## 3) Secção Técnica de Estudos e Obras:

## Serviços:

Estudos e projectos.  
Obras (conservação, execução e fiscalização).  
Oficinas e manutenção de máquinas.

Art. 36.º — 1. Os quadros do pessoal da Junta Autónoma dividem-se em quadro comum e quadro privativo.

2. O quadro comum é o constante do mapa anexo a este diploma e abrange o pessoal de direcção e chefia das várias secções, entendendo-se que este quadro é comum ao congénere dos Serviços de Portos, Caminhos de Ferro e Transportes de Angola e Moçambique e aos quadros de direcção e chefia das restantes juntas autónomas de portos que existam ou venham a existir no ultramar.

3. O quadro privativo é constituído por pessoal contratado ou assalariado a definir para cada ano no orçamento ordinário da Junta Autónoma, de acordo com as necessidades, a experiência colhida e as disponibilidades orçamentais.

Art. 37.º — 1. Quando as necessidades dos serviços assim o justificarem, poderá ser admitido pessoal eventual, que será abonado por força de verbas inscritas globalmente para esse efeito no orçamento da Junta Autónoma.

2. Compete ao director dos Portos, que exercerá tal função de acordo com a legislação geral aplicável, admitir e despedir o pessoal referido no n.º 1 deste artigo, fixando-lhe os seus salários e os seus horários de trabalho.

Art. 38.º O âmbito de cada serviço referido no artigo 35.º e a admissão, promoção e movimento do pessoal serão definidos no regulamento da Junta Autónoma, a elaborar pelo Comissão Administrativa, devendo o respectivo projecto ser aprovado pelo Governo da província, sobre parecer do Conselho Geral, como previsto na alínea c) do artigo 17.º, podendo ainda ser ouvidas quaisquer entidades julgadas competentes.

Art. 39.º Sempre que a Comissão Administrativa reconheça a necessidade de aumento dos quadro estabelecidos no mapa referido no artigo 35.º, com vista ao exercício da administração portuária em outros portos da província, poderá propor directamente ao Governo da província a criação nos mesmos quadros dos lugares considerados necessários ao desenvolvimento das actividades dos referidos portos.

## CAPÍTULO VI

## Do regime de trabalho

Art. 40.º — 1. O tempo de trabalho normal será o seguinte:

- a) Para os funcionários da secção administrativa — trinta e seis horas semanais;
- b) Para o pessoal menor — quarenta e duas horas semanais;
- c) Para o resto do pessoal — quarenta e oito horas semanais.

2. Os intervalos destinados a repouso ou a refeição não são considerados como tempo útil de trabalho.

Art. 41.º — 1. Em harmonia com as necessidades ou as conveniências do serviço, a Comissão Administrativa proporá directamente à aprovação superior os horários de trabalho que julgar mais convenientes.

2. Em princípio, os horários de trabalho não deverão incluir, para nenhuma categoria de funcionários, períodos de trabalho de mais de cinco horas consecutivas sem intervalo para repouso ou refeições.

Art. 42.º — 1. Considera-se trabalho extraordinário o que for executado para além dos tempos fixados no artigo 40.º, n.º 1, para o trabalho normal.

2. A Comissão Administrativa, em caso de inadiável urgência ou pelo atraso existente no andamento do expediente da Junta Autónoma, poderá antecipar a hora do início ou prorrogar a hora de encerramento que estejam fixadas para os serviços de secretaria, não se considerando tal trabalho como extraordinário.

## CAPÍTULO VII

## Da administração financeira

Art. 43.º — 1. A administração da Junta Autónoma tem por base um orçamento privativo, elaborado para cada ano económico, e de harmonia com a legislação vigente para os organismos dotados de autonomia administrativa e financeira.

2. A importância relativa ao orçamento da Junta Autónoma ficará inscrita no orçamento geral da província, nos termos do artigo 22.º do Decreto n.º 17 881, de 15 de Janeiro de 1930.

3. A Junta Autónoma enviará anualmente e no prazo legal ao Tribunal Administrativo, para julgamento, a conta de gerência organizada nos termos legais.

Art. 44.º — 1. As receitas da Junta Autónoma são classificadas em ordinárias e extraordinárias.

## 2. Constituem receitas ordinárias:

- a) As importâncias resultantes da aplicação das taxas estabelecidas no regulamento de tarifas aprovado e da concessão de quaisquer licenças dentro da área de jurisdição da Junta Autónoma;
- b) As importâncias cobradas pela prestação de serviços pela Junta Autónoma;
- c) As prestações provenientes da concessão de serviços e da concessão ou aluguer de terrenos, armazéns, utensílios, aparelhos ou embarcações, que não se encontrem previstas no regulamento de tarifas aprovado;
- d) O rendimento obtido da exploração de docas, estaleiros e oficinas navais;
- e) As importâncias provenientes das multas por contravenção de regulamentos, quando por lei não lhes deva ser dado outro destino;
- f) O produto da venda de pedra, areia e outros materiais extraídos por sua indústria;

- g) O produto da venda de embarcações, veículos, aparelhos, máquinas ou materiais inutilizados ou dispensáveis;
- h) As importâncias de quaisquer débitos não reclamados no prazo de um ano;
- i) Os saldos que se apurarem nas contas de gerência;
- j) Quaisquer outras receitas provenientes dos serviços dos portos ou que por lei lhes venham a ser atribuídas.

3. Constituem receitas extraordinárias:

- a) As verbas orçamentais que pelo Governo da província forem postas à disposição da Junta Autónoma;
- b) O produto de empréstimos ou operações financeiras, autorizadas pelo Governo da província;
- c) O produto de indemnizações por avarias ou por danos e prejuízos causados aos serviços ou às instalações dos portos;
- d) As comparticipações e subsídios do Estado e dos organismos corporativos, bem como os donativos de particulares, depois de sancionada a sua aceitação pelo Governo da província.

Art. 45.º Todas as importâncias provenientes das receitas da Junta Autónoma deverão, no dia imediato, ser depositadas à ordem da Comissão Administrativa na Caixa do Tesouro.

Art. 46.º — 1. A cobrança coerciva das dívidas da Junta Autónoma far-se-á de acordo com o processo das execuções fiscais.

2. Não poderá ser instaurada qualquer execução sem que a Junta Autónoma tenha notificado o devedor, por meio de carta registada com aviso de recepção, para liquidar a dívida em prazo curto e determinado.

3. Constitui título exequível necessário e suficiente à execução fiscal de dívidas à Junta Autónoma a certidão da acta da Comissão Administrativa contendo a deliberação de executar, bem como indicação do nome e demais elementos de identificação do devedor, o quantitativo da dívida e a respectiva causa.

4. Para efeitos de execução, a Junta Autónoma enviará ao Juízo de Execuções Fiscais a certidão constante do número anterior e uma nota declarativa de que o devedor, avisado nos termos e para os efeitos mencionados no n.º 2 deste artigo, não efectuou a liquidação da dívida dentro do prazo que lhe foi cominado.

Art. 47.º — 1. As despesas da Junta Autónoma são classificadas em fixas e variáveis.

2. Constituem despesas fixas as resultantes de vencimentos ao pessoal dos quadros permanentes.

3. Constituem despesas variáveis as que respeitem às verbas destinadas ao pessoal eventual, às despesas com mantimentos, combustíveis, lubrificantes e material de qualquer natureza, bem como às de pagamento de serviços e diversos encargos.

Art. 48.º A Junta Autónoma deverá aplicar directamente às suas despesas o produto total das suas receitas, devendo realizar aquelas de acordo com os orçamentos aprovados.

Art. 49.º — 1. O levantamento dos fundos depositados, à ordem da Comissão Administrativa, na Caixa do Tesouro, no Banco Nacional Ultramarino, será feito por meio de cheques assinados pelo tesoureiro e por dois membros daquela Comissão, um dos quais será obrigatoriamente o director dos Portos.

2. Na falta do director dos Portos, e quando a urgência tal imponha, poderão os cheques ser assinados por quem

legalmente o substitua e por um membro da Comissão Administrativa para tal fim designado pela mesma.

Art. 50.º No cofre existente na tesouraria haverá, normalmente, um fundo de maneio que a Comissão Administrativa fixar como necessário para a satisfação das despesas correntes.

Art. 51.º — 1. Todos os meses procederão os membros da Comissão Administrativa, juntamente com o chefe da Secção Administrativa e o tesoureiro da Junta Autónoma, ao balanço do cofre da tesouraria, lavrando-se do acto o respectivo auto.

2. Além dos balanços que ficam indicados, poderá o director dos Portos, como presidente da Comissão Administrativa, sempre que o entender conveniente, ordenar a efectivação de outros balanços, quer à tesouraria, quer às demais existências em valores nos serviços da Junta Autónoma.

Art. 52.º — 1. No orçamento das despesas da Junta Autónoma serão inscritas anualmente, sob as designações «Fundo de reserva», «Fundo de renovação» e «Fundo de melhoramentos», as verbas julgadas convenientes e que serão obtidas por distribuição dos saldos líquidos de gerência nas seguintes proporções:

	Percentagens
Fundo de reserva . . . . .	20
Fundo de renovação . . . . .	30
Fundo de melhoramentos . . . . .	50

2. O Fundo de reserva destina-se a cobrir situações defititárias de emergência e só poderá ser utilizado por despacho do governador da província, mediante proposta da Comissão Administrativa; o Fundo de renovação destina-se a assegurar a substituição dos equipamento fixos e móveis do porto e o Fundo de melhoramentos destina-se à construção de novas obras e à aquisição de novo equipamento.

3. As reparações e a conservação de equipamentos e obras fixas não são custeadas por verbas dos fundos.

4. A distribuição dos saldos indicada no n.º 1 deste artigo poderá ser alterada pelo governador, mediante proposta da Comissão Administrativa e ouvido o parecer do Conselho Geral.

5. Será também inscrita anualmente no orçamento das despesas a que se refere o corpo do artigo a verba julgada necessária para reembolso dos dispêndios já efectuados e/ou a efectuar nos portos pelo Governo da província com obras e com aquisição e instalação de equipamentos.

Art. 53.º — 1. Os pagamentos das quantias em dívida a credores falecidos ou que tenham cedido os seus créditos a terceiros serão satisfeitos de acordo com a legislação geral aplicável.

2. Exceptuam-se os débitos correspondentes a vencimentos ou salários de importância não superior a 3000\$, quando os interessados provem e a Comissão Administrativa reconheça a legitimidade do seu pagamento.

Art. 54.º Em tudo o que respeitar às matérias versadas neste capítulo e não se encontrar previsto neste diploma fica a Junta Autónoma sujeita à legislação geral aplicável aos organismos estatais análogos no ultramar.

## CAPÍTULO VIII

### Disposições diversas

Art. 55.º — 1. O pessoal da Junta Autónoma, além das remunerações certas normais e das especiais que lhe são atribuídas com carácter de generalidade, tem direito aos seguintes abonos, gratificações e prémios, cujos montantes serão fixados pelo governador da província, mediante proposta da Comissão Administrativa:

- a) Abono para falhas do tesoureiro;

b) Gratificação ao pessoal dos serviços de polícia;  
 c) Remuneração por trabalhos extraordinários;  
 d) Subsídio diário ao pessoal técnico, de valor igual ao atribuído ao pessoal das mesmas categorias da Repartição de Obras Públicas e Transportes.

2. Será sempre remunerado o trabalho extraordinário do pessoal que intervenha na execução dos serviços referidos na alínea f) do artigo 4.º deste diploma.

3. O director dos Portos, o subdirector e o adjunto terão direito a residência nos termos estabelecidos para os demais funcionários, mesmo que estas tenham sido construídas pela Junta Autónoma.

4. Poderão ainda ser concedidos prémios de economia, com base na eficiência da organização e produtividade do trabalho, que serão abonados ao pessoal de direcção e chefia, mediante proposta da Comissão Administrativa, a submeter à aprovação do governador da província.

Art. 56.º — 1. O tesoureiro da Junta Autónoma, bem como os fiéis de armazém, são obrigados a prestar caução, cujo valor é fixado pelo governador da província, mediante proposta da Comissão Administrativa, tendo em atenção o movimento da tesouraria ou os bens à sua guarda.

2. A caução poderá ser prestada por qualquer das formas estabelecidas na lei para os funcionários dos Serviços de Fazenda e Contabilidade.

3. Os funcionários mencionados no corpo do artigo só entrarão no exercício das suas funções depois de efectuada a caução referida no n.º 2.

4. As cauções a que se refere o presente artigo só poderão ser levantadas pelos respectivos funcionários depois de pela Comissão Administrativa serem julgados quites as suas contas ou responsabilidades.

Art. 57.º — 1. As repartições provinciais dos Serviços de Fazenda e Contabilidade, dos Serviços de Marinha e dos Serviços das Alfândegas, assim como o pessoal da Polícia Marítima e da Guarda Fiscal, prestarão directamente à Junta Autónoma os serviços e as informações que esta lhes solicite, dentro das suas atribuições e jurisdição nas áreas abrangidas pelos portos.

2. Por sua vez, prestará a Junta Autónoma às entidades referidas no corpo deste artigo as informações e a colaboração possíveis, dentro das suas atribuições e de acordo com a legislação geral aplicável.

Art. 58.º — 1. A Junta Autónoma pode, quando deviamente autorizada para o efeito pelo Governo da província, negociar empréstimos ou quaisquer outras operações financeiras com organismos nacionais de crédito destinadas a custear a execução de obras e melhoramentos a efectuar nos portos da província.

2. As minutas dos contratos dos referidos empréstimos ou operações financeiras deverão ser submetidas à aprovação do Governo da província e, uma vez aprovadas, serão publicadas no *Boletim Oficial* de Timor.

Art. 59.º É expressamente proibida aos funcionários da Junta a ingerência ou participação de natureza particular, directa ou indirecta, nas obras e fornecimentos que se realizem nos portos da província.

Art. 60.º — 1. Em tudo o que respeitar às matérias versadas nos capítulos V e VI deste diploma e que não se encontrar neles expressamente previsto, fica a Junta Autónoma sujeita ao disposto no Estatuto do Funcionalismo Ultramarino e demais legislação geral aplicável.

2. O pessoal da Junta Autónoma terá todos os direitos e deveres dos funcionários da província de Timor, sem prejuízo de que, embora pertencendo a outros quadros, preste serviço em comissão.

## CAPÍTULO IX

### Disposições transitórias e finais

Art. 61.º No prazo que o governador da província determinar, em portaria, sobre a data de entrada em vigor deste diploma, a Junta Autónoma, observado o disposto nas alíneas b) e c) dos artigos 24.º, 16.º e 17.º, n.º 1, submeterá à sua aprovação o regulamento ou regulamentos sobre:

A admissão, promoção e movimento de pessoal da Junta;

A exploração e as tarifas dos portos;

Os serviços técnicos e administrativos;

Todas as matérias que careçam de regulamentação que tenham sido, ou não, designadas no articulado deste diploma.

Art. 62.º — 1. O pessoal que à data da entrada em vigor deste diploma exercer qualquer actividade nos actuais quadros da Administração do Porto de Dili poderá transitar para os novos quadros agora criados, sendo indispensável que tenha boas informações e devendo a proposta da sua transição ser formulada pela Comissão Administrativa e aprovada pelo Governo da província.

2. O disposto no número anterior não é aplicável ao pessoal da direcção constante do mapa referido no artigo 36.º anexo a este diploma.

Art. 63.º As dúvidas suscitadas na interpretação e aplicação do presente diploma serão resolvidas pelo governador da província, mediante proposta e parecer da Comissão Administrativa.

Art. 64.º A Junta Autónoma será representada nos tribunais pelos agentes do Ministério Público, segundo a sua hierarquia.

Art. 65.º Fica revogado o Decreto n.º 46 177, de 4 de Fevereiro de 1965, e mais legislação em contrário.

*Marcello Caetano — Joaquim Moreira da Silva Cunha.*

Promulgado em 5 de Maio de 1971.

Publique-se.

O Presidente da República, AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ.

Para ser publicado no *Boletim Oficial* de Timor —  
*J. da Silva Cunha.*

## ANEXO

### Mapa a que se refere o artigo 36.º

#### Quadro comum do pessoal da Junta Autónoma

##### Pessoal de nomeação

a) Direcção:	
1 director dos Portos . . . . .	E
1 subdirector . . . . .	F
1 adjunto . . . . .	H

b) Secção Administrativa:	
1 chefe de secção . . . . .	J

c) Secção Técnica de Exploração:	
1 chefe de secção . . . . .	J

d) Secção Técnica de Estudos e Obras:	
1 chefe de secção . . . . .	J

O Ministro do Ultramar, *Joaquim Moreira da Silva Cunha.*